

1945



DOCUMENTS

DU VIII ème CONGRES

DU

PARTI DEMOCRATIQUE DU KURDISTAN D'IRAN

(JANVIER 1988)

PUBLICATION DU P.D.K. D'IRAN A L'ETRANGER

RAPPORT DU COMITE CENTRAL

PRESENTE

LORS DU VIIIème CONGRES

DU

PARTI DEMOCRATIQUE du KURDISTAN D'IRAN

(18 au 22 janvier 1988).

**PAR LE CAMARADE DR. A.R. GHASSEMLOU
SECRETAIRE GENERAL**

COMMUNIQUE
DU
COMITE CENTRAL DU P.D.K. D'IRAN
CONCERNANT
LA TENUE DU VIIIème CONGRES.

Chers compatriotes,
Chers camarades,

Le Comité Central du P.D.K.I. a le plaisir de vous informer que les travaux du VIIIème Congrès de notre Parti, commencés le 18 janvier 1988, ont pris fin le 22 janvier 1988, jour anniversaire de la fondation de la République du Kurdistan (1945-1946).

La tenue régulière de nos Congrès démontre, d'une part la force de notre Parti malgré la situation actuelle particulièrement difficile, et de l'autre son attachement profond à la démocratie et à la pratique des principes démocratiques au sein du Parti.

Il est évident que le régime de Khomeiny et ses mercenaires n'ont ménagé aucun effort pour empêcher la tenue de notre Congrès, sans parler de leurs vaines tentatives pour découvrir la date et le lieu de sa tenue. Ce n'est qu'avec toute la ténacité de la direction du Parti que les desseins du régime ont été déjoués ; le Congrès a pu se tenir comme prévu avec la participation des délégués venus de tout le Kurdistan iranien. Il a mené à bien ses travaux et le nouveau Comité Central a été élu.

Le 23 janvier 1988, au cours de sa première réunion, celui-ci a réélu à l'unanimité le Dr. A.R. Ghassemlou comme Secrétaire Général et a également procédé à l'élection du Secrétaire adjoint et du Bureau Politique.

Sans doute les décisions du VIIIème Congrès auront-elles des conséquences positives sur les activités et la lutte du Parti dans le proche avenir.

Avec le VIIIème Congrès s'ouvre une nouvelle phase du combat pour la réalisation des objectifs du Parti : la démocratie pour l'Iran et l'autonomie pour le Kurdistan.

Après la fin des travaux, les congressistes ont regagné leurs régions respectives, afin de communiquer les décisions du Congrès aux militants en particulier, et à la population en général.

Comité Central
du
Parti Démocratique du Kurdistan d'Iran.

24 janvier 1988

RAPPORT DU COMITE CENTRAL
PRESENTE
LORS DU VIII ème CONGRES
DU
PARTI DEMOCRATIQUE du KURDISTAN
D'IRAN

18 au 22 JANVIER 1988

PAR LE CAMARADE DR A.R. GHASSEMLOU
SECRETAIRE GENERAL

RAPPORT DU COMITE CENTRAL
DU
PARTI DEMOCRATIQUE du KURDISTAN D'IRAN
AU VIIIème CONGRES.

AVANT PROPOS

CHERS CAMARADES,

P ermettez-moi, au nom du Comité Central, de vous souhaiter la bienvenue en espérant que ce Congrès, comme les précédents, sera couronné de succès. Tous les délégués, en participant activement à ses travaux, feront sûrement de leur mieux pour permettre la réussite de ce Congrès.

Préalablement à la présente réunion, des conférences du Parti ont été organisées avec une discipline remarquable dans chaque région du Kurdistan, afin d'élire les représentants régionaux, présents parmi nous aujourd'hui. Ils sont porteurs des avis et propositions issues de ces conférences.

Il est évident que le pouvoir central de Téhéran a tout tenté pour empêcher la tenue de ces conférences, mais les organisateurs et responsables, grâce à leur courage et à leur ténacité, ont permis qu'elles aient lieu sans incidents.

Deux années se sont écoulés depuis notre VIIème Congrès, s'ajoutant à la longue histoire des luttes héroïques de notre Parti. Durant cette période, nous avons porté des coups très durs au régime sur le plan militaire et nous avons remporté de nombreux succès politiques. Pour ce faire, nous avons dû payer un lourd tribut : des centaines de Peshmergas sont morts en martyrs ou ont été blessés. Malgré les difficultés, des milliers de valeureux fils de notre peuple, cadres et combattants, se sont employés avec abnégation à la mise en application de la politique du Parti.

Toutes les structures du Parti, du Comité de canton au Comité Central et au Bureau Politique, ont oeuvré pour la réussite de sa politique. Il est évident que la population du Kurdistan a joué un rôle déterminant dans cette réussite grâce à son soutien actif et constant.

La perte de nombreux Peshmergas sur le terrain, cadres et militants, nous fera cruellement défaut. Des êtres remarquables nous ont quitté en martyrs, tels kak Hakim Rezaï membre du Comité Central, kak Djamil Husseini responsable du Comité du district d' Afchar, kak Rahim Mahmoudi responsable du Comité du district de Piranchahr, kak Khalil Zar'i commandant des Peshmergas de Dalaho ou kak Khezer Khezri commandant d'une unité de Peshmergas appelée "Unité de Pishawa".

Au nom du VIIIème Congrès, nous saluons la mémoire de nos regrettés martyrs et de ceux du reste de l'Iran.

La meilleur manière de rendre hommage à leur mémoire est de suivre la voie qu'ils ont tracée, de poursuivre la lutte contre le régime de Khomeiny jusqu'à la victoire finale, en instaurant la démocratie en Iran et l'autonomie au Kurdistan.

Nous saluons, au nom du VIIIème Congrès, les prisonniers politiques d'Iran et surtout, les membres et sympathisants du P.D.K.I. . Nous saluons ces résistants qui, sous la torture et dans des conditions de détention intolérables, restent fidèles aux idéaux du Parti; démocratie pour l'Iran, autonomie pour le Kurdistan.

Nous rendons hommages, à tous nos cadres et Peshmergas qui ont été blessés et gardent les séquelles de leur souffrance inscrites sur leur corps.

Je tiens à adresser tout particulièrement, au nom du VIIIème Congrès, nos plus sincères salutations au valeureux kak Hassan Chivassali, membre du Comité Central et commandant de l'unité de Peshmergas de Guiarang, en lui souhaitant un prompt rétablissement et en espérant qu'il reprendra bientôt la lutte.



ANALYSE DE LA SITUATION INTERNATIONALE.



près plusieurs années de tension, quelques changements politiques sont intervenus au plan international. Ainsi, les relations entre les deux super-grands, U.S.A. et U.R.S.S., se sont nettement améliorées, chacun ayant ses propres raisons.

Sans doute faut-il chercher la cause essentielle de ces changements, dans la nouvelle politique menée par les dirigeants soviétiques tant au plan national qu'au plan international.

Celle-ci, plus juste et plus souple, se propose sérieusement de sauvegarder la paix mondiale. Plus l'orientation démocratique se précise en U.R.S.S., et plus ses intentions pacifiques dans le sens de la préservation de la paix mondiale sont évidentes dans l'orientation de la politique étrangère suivie par ce pays.

En 70 ans d'existence, on n'a jamais assisté à de tels changements démocratiques en U.R.S.S. . Tous les domaines de la vie quotidienne des Soviétiques sont concernés : politique, économique, social et culturel. Certains disent même, à juste titre, qu'il s'agit d'une "révolution dans la Révolution".

On peut résumer en quelques mots l'essence même de ces changements : il s'agit de faire progresser la démocratie tout en faisant participer un nombre croissant de citoyens aux affaires du pays.

Lorsqu'il y a 4 ans, à l'occasion du VIème Congrès de notre Parti, nous avons proposé l'introduction du "socialisme démocratique" comme l'un des objectifs de notre programme, certains pensèrent qu'ajouter le terme "démocratique" à celui de "socialisme", dévaloriserait ce dernier. C'est pourquoi la brochure intitulée "Brèves discussions sur le socialisme" engendra de multiples débats.

Heureusement, le VIème Congrès a approuvé ce nouvel objectif et la publication de la brochure.

Aujourd'hui, 4 ans se sont écoulés depuis ce Congrès et la plupart des idées développées dans cette brochure sont formulées par les dirigeants soviétiques, notamment par M. Gorbatchev. Permettez-moi de citer quelques exemples.

Dans la brochure précédemment évoquée, on peut lire : "Les pays socialistes peuvent résoudre les problèmes qui constituent un frein à l'avancée du socialisme en faisant participer tout le peuple à la politique du pays, le premier pas consistant à permettre au peuple de s'exprimer sur les problèmes qui se posent à la société puis à confronter les solutions possibles. Voilà posée la question essentielle de la démocratie."

En décembre 1987, Mikail Gorbatchev déclarait : "Aujourd'hui, nous ne pouvons faire progresser notre glorieux mouvement sans l'apport total et librement consenti de l'être humain, et la mise en oeuvre croissante de méthodes démocratiques qui sont la spécificité du mouvement socialiste. L'essentiel de la politique de

notre Parti, repose sur un accroissement de la participation de toute la population aux affaires du pays."

Dans "Brèves discussions sur le socialisme" on lit : "Si l'on donne à la population des pays socialistes, la possibilité de s'exprimer librement, les problèmes qu'ils rencontrent seront aisément résolus. Non seulement le socialisme ne sera pas remis en question, mais il y gagnera."

M.Gorbatchev a dit : "Pour nous, la démocratie est aussi indispensable que l'air pour nos poumons", et d'ajouter "lorsque nous faisons progresser la démocratie socialiste, nous la renforçons et mettons ses qualités en évidence, de sorte que nous établissons des garanties nous protégeant des erreurs du passé."

Si nous parlons ainsi des changements intervenus en U.R.S.S., il ne s'agit ni de nous en attribuer les mérites, ni de prétendre être parvenu à ces conclusions avant les dirigeants soviétiques. Nous voulons simplement :

1. démontrer que l'analyse faite par notre Parti sur la situation dans les pays socialistes était juste, ce qui contredit, bien évidemment, ceux qui pensaient (et pensent toujours) qu'au lieu d'analyser les problèmes et d'émettre une opinion indépendante, il vaut mieux imiter les partis et organisations des autres pays en acceptant aveuglément les avis des dirigeants de ces pays, et fonder ainsi notre politique sur leurs analyses.

Néanmoins, encourager la politique de changements menée par les dirigeants soviétiques, ne saurait signi-

fier perdre tout sens critique à l'égard de ces changements.

2. montrer que ces changements ont nécessairement des conséquences sur le plan international et principalement dans les autres pays socialistes, car le socialisme dans le reste du monde, ne peut être qu'influencé par la nouvelle politique menée par Moscou.

Ceci a d'autant plus d'importance que l'U.R.S.S. est notre plus grand voisin et que son rôle est déterminant au Moyen-Orient où nous vivons.

Notre satisfaction est claire de voir le socialisme actuel, système tant critiqué, s'engager dans la voie de la démocratisation, pour tendre vers l'objectif ultime de notre Parti : le socialisme démocratique. Sa force d'attraction s'en trouvera renforcée, mais le chemin à parcourir est encore long avant que le P.C d'Union Soviétique n'ait assis le socialisme démocratique. L'appareil bureaucratique, l'organisation traditionnelle du Parti et de l'Etat, la non-préparation des masses et de la société soviétique à l'exercice de la démocratie, constituent autant d'obstacles sérieux qu'il lui faudra franchir. La démocratie ne pourra s'épanouir qu'après une amélioration significative des conditions de vie du peuple et, principalement, des conditions économiques. En tout état de cause, l'énorme tâche entamée en U.R.S.S., va dans le sens des impératifs inhérents à la fin de ce siècle, ce qui devrait garantir son succès.

S'il paraît difficilement réalisable d'améliorer la situation politique, économique et sociale, sans recours aux pratiques démocratiques, le plein épanouissement de la démocratie ne peut se faire qu'accompagné d'une réelle amélioration de la situation économique du pays. Cela signifie en premier lieu, la diminution des dépenses militaires, parallèlement à l'augmentation des crédits de développement.

De ce fait, l'U.R.S.S. a besoin aujourd'hui (et plus que jamais) de la paix et de la coexistence pacifique. C'est pourquoi les changements survenus ces derniers temps dans ce pays, ont créé les conditions favorables à la résolution d'un certain nombre de problèmes internationaux. Dans ce domaine, on peut dire que les modalités de l'accord, concernant la destruction des armes nucléaires de moyenne portée implantées en Europe, signé par les deux super-grands en décembre dernier, en est une des plus belles illustrations.

Dès l'arrivée de Reagan au pouvoir, la politique menée par les Etats Unis fut le reflet de la position de la frange la plus réactionnaire, la plus anti-démocratique et donc la plus agressive de ce pays .

Néanmoins, Reagan a été amené à négocier avec l'U.R.S.S. par la politique d'ouverture en souplesse de Gorbatchev, qui exerce une influence croissante sur l'opinion publique américaine. Dans ces conditions, il est évident que Reagan dispose d'une faible marge de manoeuvre, surtout qu'il est en fin de mandat et qu'après tant de scandales comme l'Irangate ou le

financement de la Contra nicaraguayenne, il voudrait préserver son image pour la postérité.

Il s'efforce donc, de parvenir à un accord de désarmement avec l'Union Soviétique en espérant qu'il devienne un accord "historique".

En tout état de cause, un tel accord ne peut que favoriser un rapprochement entre les deux blocs et entraîner d'autres accords du même type.

En revanche, si l'on peut constater une nette amélioration des relations Est-Ouest, il n'en est pas de même des relations Nord-Sud. En effet, ces derniers temps on a assisté à une détérioration significative des relations économiques entre pays industrialisés et pays sous-développés. Certains pays mis à part, l'économie du Tiers monde ne cesse de se dégrader, et le fossé entre le Nord et le Sud se creuse tous les jours un peu plus.

A titre d'exemple, pour l'année 1984 le revenu annuel moyen, s'élevait à 10 000 dollars par personne dans les 20 pays riches, alors que dans les 70 pays du Tiers monde, ce revenu moyen n'excédait pas 500 dollars par personne, soit vingt fois moins. Aux Etats Unis, le revenu individuel annuel moyen dépassait de 68 fois celui de l'Inde, et la différence entre le revenu du pays le plus riche et celui du plus pauvre était de l'ordre de 20 000 dollars ...

Quant à l'Iran il s'élevait pour cette même année à 1 920 dollars par personne.

En 1985, ce même revenu était de 410 dollars en Asie, 650 en Afrique et 1 700 en Amérique latine, alors que

pour la même période, il se situait entre 10 et 15 000 dollars dans les grands pays industrialisés.

En outre, de 1982 à 1984, ce revenu a augmenté de 2 283 dollars aux U.S.A., 1 447 au Canada, 1 312 au Japon, 664 en Australie, 365 en R.D.A. et 345 en Tchécoslovaquie, alors que dans les pays du Tiers monde les plus importants tels, l'Indonésie, le Bangladesh, le Zaïre ou la Tanzanie, soit il restait stable, soit il diminuait.

Pour conclure, on constate que les pays industrialisés se sont enrichis pendant que ceux du Tiers monde s'appauvrirent.

Plus inquiétants encore sont les effets de cette situation : les pays du Tiers monde se retrouvent avec un endettement de plus de 1 200 milliards de dollars envers les banques internationales et les pays industrialisés. Non seulement ils sont dans l'incapacité de régler leur dette mais, de plus, ils n'arrivent pas à payer les intérêts de celle-ci.

L'autre facteur d'inflation monétaire, qui intervient dans la dégradation de la situation économique mondiale, est le système monétaire du monde capitaliste. En effet, celui-ci reposant sur le cours du dollar U.S., cela permet aux pays à monnaie forte, et principalement les U.S.A., de s'enrichir au maximum. En réalité, les Etats Unis utilisent leur monnaie pour faire pression sur les autres pays et principalement sur ceux du Tiers monde, incapables de se procurer suffisamment de devises (bien entendu presque exclusivement des dollars!).

Bref, l'éternel problème humain des riches et des pauvres reste inchangé.

Alors que l'humanité part à la conquête de l'espace, des centaines de millions d'hommes souffrent de malnutrition et, la famine menace des dizaines de millions d'individus. Il est bien évident que les contradictions politiques, économiques, et sociales, ainsi que l'absence de solutions face aux problèmes internationaux qui se posent pour certains pays comme le Cambodge, l'Afghanistan, le Liban, la Palestine, l'Erythrée, le Soudan ou l'Afrique du Sud, constituent la source essentielle de ces maux. Bien que chacun de ces peuples soit un cas particulier, ils ont tous en commun la lutte pour la démocratie et leur revendication pour le droit de disposer d'eux-même. Si leur liberté était assurée, s'ils jouissaient du droit légitime de disposer d'eux-même et enfin, si les Etats tiers s'abstenaient de toute ingérence dans les affaires intérieures de ces régions, la plus grande partie des problèmes internationaux trouverait sa solution.

Par ailleurs, bon nombre de foyers de tension dans le monde sont le fait, à l'origine, de forces extérieures. C'est le cas de la politique de soutien aux Contras du Nicaragua menée par Reagan ; quant aux manoeuvres de la République islamique en Egypte, Turquie, Tunisie, Afghanistan, au Pakistan ou ailleurs, génératrices de troubles sous prétexte de vouloir exporter la révolution islamique, elles sont désastreuses.

Devant cette situation, un certain nombre de jour-

nalistes, soit sciemment, soit par manque de rigueur et d'informations justes, concluent à la montée en flèche d'un vaste mouvement islamique intégriste, et prédisent que les événements qui se sont produits en Iran se reproduiront dans de nombreux pays. Une telle analyse ne correspond pas à la réalité pour les raisons suivantes:

1. En Iran, l'Islam est de type chiite alors que la majorité des musulmans du monde est sunnite. Cette spécificité, voire cet antagonisme religieux, date de l'époque des Safavides, durant laquelle le chiisme s'est enraciné en Iran. Les institutions religieuses et la croyance se caractérisent par la constitution d'un gouvernement de juristes canoniques (Velayat-e-Faghih), d'un empire religieux doté d'une hiérarchie religieuse rigide dont l'emprise sur les croyants est très forte, et dont l'exaltation d'une prétendue oppression subie, le culte du martyr, la pratique des lamentations et la croyance en l'apparition de l'"Imam Caché" sont les bases essentielles.

Une telle situation n'existe dans aucun autre pays, même pas en Irak ou au Yémen du Nord où les populations comportent entre 40 et 55 % de chiites.

2. Le chiisme en Iran, ne comporte pas que des aspects religieux. En effet, sous couvert de l'Islam et utilisant les aspects nationalistes du chiisme, le gouvernement iranien focalise ce nationalisme à outrance,

dans le but de dominer les autres pays musulmans.

Si dans certains pays comme la Tunisie, l'Égypte ou la Turquie, on assiste à une poussée de l'intégrisme, il faut préciser qu'il ne s'agit nullement de cet Islam dont Khomeiny se prétend le porte-drapeau. Il n'y a qu'au Liban que le régime de Khomeiny, profitant de l'état de guerre, a réussi à s'assurer une certaine influence dans les milieux chiites de ce pays. Ailleurs, les mouvements islamiques ne disposent pas d'un terrain aussi fertile, et n'adhèrent en général pas aux objectifs de Khomeiny. Ils sont d'ailleurs, loin d'être aussi bellicistes et sanguinaires que lui.

Ces mouvements sont plutôt d'inspiration politique ; d'un côté, ils apparaissent comme des soulèvements contre la pauvreté, l'injustice et la dictature et de l'autre, ils s'élèvent contre la domination politique et culturelle occidentale. En un mot, il s'agit de mouvements qui, sous couvert de religion, veulent combattre les contradictions politiques, économiques et sociales qui subsistent dans leur pays.

Le régime de Khomeiny profite de cette situation et dépense, chaque année, des millions de dollars pour "exciter" les musulmans du monde entier et, principalement, ceux du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord.

Si cette source de troubles venait à se tarir et que le régime des ayatollahs soit renversé, le mouvement islamique dans sa forme actuelle, retomberait petit à petit. Il convient de préciser qu'en outre, les populations

des pays musulmans sont de plus en plus conscientes des souffrances qui se sont abattues sur les peuples d'Iran au nom de l'Islam. Elles savent très bien que Khomeiny est un être sanguinaire, sans pitié, pratiquant une politique belliciste et terroriste.

On voit donc que la situation, dans certaines régions, est loin d'être aussi simple que certains le disent et, que les troubles et foyers de tension sont, la plupart du temps, le résultat d'agissements extérieurs.

A l'heure actuelle, le Moyen-Orient et le Golfe Persique sont les deux foyers de tensions les plus graves sur le plan international. Le Golfe sert depuis plus de sept ans de champ de bataille à l'Iran et à l'Irak, et peut devenir, à chaque instant, le théâtre d'un affrontement plus large, voire mondial, compliquant encore davantage la situation tendue de cette région.

Le Golfe présente un intérêt stratégique pour deux raisons :

1. La plus grande partie des réserves de pétrole de la planète se trouve dans cette zone, et la machine économique de la majorité des pays industrialisés ne peut fonctionner sans pétrole.

2. Le Golfe occupe une situation stratégique de première importance. Toute force capable de s'emparer du contrôle du détroit d'Ormuz aurait la maîtrise écono-

mique et militaire de la plupart des pays riverains, ce qui lui assurerait un pouvoir sans précédent. Pour ces raisons, la prise de contrôle du Golfe Persique par l'une des grandes puissances mettrait en danger les intérêts économiques et stratégiques de l'autre. Le Golfe occupe donc, au plan international, une place économique et militaire prépondérante.

Bien que la politique belliciste du régime de Khomeiny se prétende anti-américaine, elle a provoqué l'arrivée des marines U.S. et d'autres membres de l'O.T.A.N. dans cette région. Ce fait permet de constater, dans la pratique, un certain consensus entre la République islamique et l'impérialisme américain.

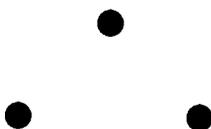
Parallèlement à tous ces problèmes brûlants qui pèsent lourd sur la politique internationale, on assiste à une série d'évolutions qui vont dans un sens positif.

1. Le processus de paix amorcé entre les deux super-grands, ayant pour finalité la destruction des stocks d'armes nucléaires à moyenne portée en Europe, en est un exemple. Il semble qu'après 1988, avec les nouvelles orientations de la politique soviétique et l'élection prochaine d'un nouveau président des Etats Unis, des conditions plus favorables à la paix soient réunies.

Cet espoir de paix n'est pas l'apanage des deux grands, la plupart des régions du monde y aspirent. En effet, si par le passé les désaccords entre Etats se soldaient par des affrontements militaires, il n'en est plus de même depuis quelques temps. Maintenant, le recours à la

négociation et au dialogue prédomine. C'est le cas, par exemple, de l'U.R.S.S. et de la Chine, de l'Inde et du Pakistan ou de certains pays d'Amérique Latine. L'opinion publique des pays occidentaux joue un rôle important dans ce sens, en encourageant les gouvernements à s'employer à rechercher la paix.

2. Un processus de démocratisation s'est développé ces deux dernières années dans le monde. Il a accompli un nouveau pas en avant en Amérique Latine (Panama, Haiti) en Asie (Philippines, Corée du Sud) et en Afrique (Soudan). Les problèmes sont loin d'être réglés dans ces pays car, comme aux Philippines, le processus démocratique se heurte à de nombreux problèmes, économiques, politiques et sociaux. Malgré tout, il est évident que la démocratie est devenue un idéal commun à l'humanité entière et la démocratisation l'ultime but, non seulement des pays capitalistes mais aussi des pays socialistes.



LA GUERRE ET LA POLITIQUE ETRANGERE DE LA REPUBLIQUE ISLAMIQUE

Depuis 9 ans, la guerre est devenue une composante à part entière de la République islamique. Sans guerre, on ose à peine imaginer la République islamique !

La première, elle l'a déclarée au Kurdistan d'Iran, mais elle n'a pas suffi aux dirigeants du régime. Par leurs agissements, ils ont amené l'Irak à attaquer l'Iran, déclenchant ainsi une guerre qui dure depuis plus de huit ans.

Après la Seconde Guerre mondiale, cette guerre est la plus destructrice, la plus meurtrière et la plus longue du siècle.. Elle a fait, rien que pour l'Iran, plus d'un million de victimes, tuées ou blessées, trois millions de réfugiés; des dizaines de villes, des centaines de villages, des milliers d'écoles, d'hôpitaux, d'usines et d'entreprises ont été détruits. On estime les dégâts matériels à plus de 200 milliards de dollars et les conséquences psychologiques et sociales sont catastrophiques. La structure familiale, par exemple, est gravement atteinte car des centaines de milliers de soutiens de famille ont été tués, et bon nombre de familles sont totalement décimées. De plus, on constate que la violence quotidienne ne cesse de s'accroître et que les rapports humains se sont détériorés. Bien entendu, ce sont principalement les

couches les plus jeunes de la société qui s'en trouvent affectées. En fait, c'est la société toute entière qui se trouve en proie à des maux sociaux multiples, dont les effets se ressentiront encore longtemps au cours des décennies à venir.

La pire des tragédies pour les peuples d'Iran est le fait que cette guerre absurde ne sert pas à libérer un peuple ou à défendre la patrie, mais au contraire à satisfaire la politique réactionnaire et expansionniste de la République islamique qui poursuit trois objectifs.

Le premier est l'exportation de la révolution islamique ou plutôt la "philosophie" personnelle de Khomeiny. Les ayatollahs croient encore de manière utopique, qu'il serait possible d'imposer leur vision du monde aux autres peuples, comme ce fut le cas au début de l'Islam.

Le second est la dissimulation des problèmes internes, tant au plan de la crise économique, sociale et culturelle sans précédent vécue actuellement par l'Iran, qu'au plan des désaccords politiques internes opposant les tenants du pouvoir.

Enfin, le troisième concerne la préservation de la main mise des ayatollahs sur le pouvoir. Sous le prétexte que cette guerre exige l'"union face à l'agresseur irakien" et donc l'inhibition des revendications sociales, politiques ou économiques, les ayatollahs répriment dans le sang toute contestation populaire et toute opposition.

Pour les peuples d'Iran la guerre est une catastrophe,

alors que pour le pouvoir il s'agit d'une bénédiction. C'est ainsi que Khomeiny, le dirigeant le plus sanguinaire de l'histoire, a déclaré sans vergogne que la guerre était un "don de Dieu" et qu'il fallait "garder la fournaise allumée" !

Pour nourrir le feu et envoyer les jeunes au front, le régime a recours à deux méthodes.

La première consiste à exploiter la foi et l'ignorance des individus. Ainsi, Khomeiny promet aux jeunes volontaires (bassidjis) qui partent pour le front : "si vous tuez ou si vous êtes tués, vous êtes victorieux, car si vous êtes tués, vous irez au paradis et si vous tuez vous irez à la victoire finale". De même, la presse ressasse sans relâche les propos du mollah Beheshti : "les volontaires sont comme des oiseaux ensanglantés dont la place n'est pas ici-bas"... Malgré cela, la victoire prétendument imminente du régime ne vient pas. Après plus de 8 ans de guerre c'est le résultat inverse qui se produit ; plus ce conflit se prolonge et plus il devient difficile de convaincre les jeunes de partir pour le front.

C'est pourquoi, le régime a recours à une seconde méthode plus expéditive que la première: l'enrôlement forcé. Aussi, les lycéens qui n'ont pas encore atteint l'âge du service militaire, les fonctionnaires qui l'ont dépassé, les campagnards immigrés dans les grandes villes, les chômeurs, sont rassemblés et expédiés de force à la guerre, constituant de fait, une armée de plusieurs millions d'hommes.

Toutes les stratégies utilisées par le régime se sont

soldées par des échecs. Les grandes offensives utilisant l'arme favorite des ayatollahs, "la marée humaine", n'ont produit que des milliers de morts. De même, la stratégie de guerre d'usure adoptée il y a trois ans, est restée sans effets. Maintenant Téhéran tente d'"irakiser" la guerre, c'est à dire de dresser les Irakiens contre leur gouvernement. Mais l'opposition arabe en Irak étant presque inexistante, c'est vers les Kurdes d'Irak que se portent les efforts de Téhéran. Pourtant, le gouvernement iranien qui fait tant de propagande en leur faveur, se garde bien de préciser quels sont les objectifs du mouvement kurde d'Irak. Tout en faisant croire aux Iraniens, que les Kurdes irakiens sont sous le commandement de la base de Ramadan et qu'ils luttent pour l'instauration d'une république islamique en Irak, le régime réprime sauvagement "ses" propres Kurdes du Kurdistan d'Iran.

Cette tactique d'"irakisation" de la guerre signifie, sans nul doute, que Téhéran ne croit plus en sa capacité de gagner cette guerre, et contrairement à ce que clame quotidiennement la propagande gouvernementale, le régime a perdu tout espoir de vaincre l'Irak. L'appareil de propagande du pouvoir servant à persuader les jeunes de partir pour le front, a perdu toute efficacité et le moral des combattants est tombé bien bas.

En outre, les réserves d'équipements militaires amassées par le Chah, sont épuisées et les réapprovisionnements en armes modernes sont loin d'être aussi aisés que par le passé. Certaines sources, officielles ou

officieuses, se sont taries sous la pression de l'opinion publique de leur pays d'origine, car le régime de Khomeiny est identifié mondialement comme un régime belliqueux et terroriste. Par ailleurs, le marché noir ne peut fournir l'éventail complet des armes nécessaires à l'Iran pour vaincre et celles qui sont disponibles se vendent à des prix prohibitifs. Tous ces problèmes d'approvisionnement en armes entraînent un affaiblissement de l'armée iranienne face à une armée irakienne suréquipée.

A cela s'ajoute le manque d'organisation de l'armée sur le plan logistique. Tant dans l'approvisionnement du front que dans les préparatifs, on constate de profondes lacunes. De ce fait, les approvisionnements arrivent souvent trop tard et en quantités insuffisantes. Il est arrivé maintes fois, que les soldats et "bassidjis" soient contraints de mendier leur pitance auprès de la population, faute d'avoir reçu le moindre morceau de pain sec pour se nourrir.

Bien que le budget officiel de la guerre ait augmenté chaque année, le régime se heurte à des difficultés pour l'alimenter et se trouve dans l'impossibilité de subvenir à la totalité des besoins de l'armée. Les raisons essentielles motivant cette situation sont, sans doute, d'une part la chute du prix du pétrole et, d'autre part, la baisse des exportations pétrolières.

Nous avons pu entendre ces derniers temps, le régime iranien déclarer que l'Iran fabriquait désormais ses propres armes, telles que, sous-marins modernes,

mines "spéciales", avions ultra-perfectionnés et missiles. Mais, bien évidemment, il ne s'agit que de propagande interne, visant à remonter le moral des troupes. Les experts militaires étrangers ne peuvent que s'esclaffer devant de telles prétentions !

Le régime se trouve donc dans l'impasse, d'une part face à l'évidence que l'Iran est incapable de gagner cette guerre, et d'autre part du fait que, pour un régime dont l'existence est liée à la guerre et à l'exportation de la révolution islamique, le recul est peu aisé, voire impossible. Cela signifierait la négation totale de la philosophie islamique et favoriserait la chute du régime.

Au plan politique, le pays se trouve également confronté à de très graves difficultés liées à l'isolement international dans lequel il se trouve. L'O.N.U., par la résolution 598 adoptée par le Conseil de Sécurité, qui demandait un cessez-le-feu immédiat, le retrait des troupes à leurs frontières d'origine et l'échange des prisonniers de guerre, a effrayé le régime iranien. Au cours de toute l'histoire de l'O.N.U., on a rarement vu les 5 membres permanents du Conseil de Sécurité, voter une résolution de manière aussi unanime concernant un problème aussi crucial.

Au Proche-Orient, la République islamique n'entretenait des relations amicales qu'avec deux pays la Lybie et la Syrie. La Lybie a récemment modifié sa position et renoué ses relations avec l'Irak. Quant à la Syrie, elle s'éloigne de jour en jour de Téhéran pour se rapprocher de Bagdad, bien qu'elle continue, en appar-

ence, de soutenir l'Iran.

Aussi, faut-il constater que l'ensemble des pays arabes se sont ligüés contre le régime de Khomeiny, en soutenant de plus en plus clairement l'Irak. Une des raisons de ce rapprochement arabo-irakien a sans doute ses origines dans l'acceptation de la résolution 598 du Conseil de Sécurité par l'Irak. Mais, la politique belliqueuse, menée par la République islamique à l'encontre des pays riverains du Golfe, et notamment le Koweït et l'Arabie Saoudite, est d'évidence une autre des raisons. Cette politique a créé une telle tension dans la région, que le Golfe tout entier est militairement mobilisé contre l'Iran. A l'heure actuelle, les forces armées du régime n'ont plus d'autre possibilité que limiter leurs actions à la pose de quelques mines dans les eaux du Golfe ou au lancement d'attaques insignifiantes.

Pour la première fois de son existence, le régime de Khomeiny se trouve pris dans un encerclement politique et militaire dont l'étau se resserre un peu plus chaque jour. Le piège que la République islamique avait réservé à ses ennemis se referme sur elle et plus personne n'écoute ses lamentations.

Ces derniers temps, la République islamique a déployé beaucoup d'efforts pour tenter de renouer des relations "amicales" avec le "Grand Satan".

Comme chacun le sait, à plusieurs reprises, Téhéran a acheté des armements aux U.S.A. et à Israël pour une valeur de plusieurs millions de dollars. On a appris récemment, qu'en échange d'armes israéliennes, le

régime a permis aux 5 000 juifs d'Iran d'émigrer en Israël. Dans le cadre du rapprochement entre les Etats Unis et l'Iran qui a nécessité de longues négociations, Mac Farlane, ex-conseiller de R.Reagan, s'est rendu secrètement à Téhéran. Mais les désaccords et dissensions entre les deux tendances du régime, dirigées respectivement par Montazeri et Rafsandjani, ont fait éclater la vérité, de sorte que le rétablissement des relations entre les deux pays qui avait reçu l'aval de Khomeiny fit long feu.

Tous ces événements démontrent clairement l'hypocrisie du régime de Khomeiny qui, d'un côté clamait "mort aux U.S.A. et à Israël" et de l'autre, entamait des tractations avec ces pays.

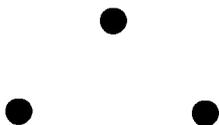
Pourtant, même si Téhéran est politiquement isolé, il a su développer parallèlement des relations économiques avec certains pays. C'est grâce à la vente au rabais de son pétrole à des compagnies U.S. et japonaises, mais aussi à des pays comme la Turquie qui n'ont ni pétrole, ni devises en quantité suffisante, que l'Iran a pu nouer ces relations commerciales.

De même, les pays socialistes et la République Populaire de Chine ne disposant pas d'assez de devises pour acquérir sur le marché officiel le pétrole couvrant leurs besoins, s'en procurent en Iran en échange de biens ou produits qui font défauts à ce pays.

En outre, comme l'exportation du pétrole iranien par le Golfe se trouve gravement compromise par la guerre, Téhéran a négocié avec Moscou le transport du pétrole

et du gaz naturel par le Nord, ainsi qu'une aide technique pour l'exploitation des puits de forage de la Mer Caspienne.

Paradoxalement, ces échanges commerciaux ne signifient pourtant pas que ces pays sont prêts à accorder leur soutien à la politique belliciste menée par la République islamique.



LA SITUATION EN IRAN.

La politique menée par les dirigeants iraniens (et principalement durant ces deux dernières années) a plongé les structures politiques de la République islamique dans le chaos complet. Les contradictions internes du système, les problèmes non résolus, les difficultés nouvelles qui se sont additionnées aux anciennes ont mis le régime au bord de la catastrophe.

En fait, tous les aspects de cette crise sont inter-dépendants. La politique militaire basée sur la poursuite de la guerre a entraîné une très nette aggravation de la situation économique. La pénurie de revenus, impliquant l'appauvrissement de l'Etat, constitue le facteur essentiel d'usure du régime.

La crise économique et la poursuite de la guerre bloquent la résolution de problèmes fondamentaux tels le coût élevé de la vie, le chômage, la crise du logement, l'insuffisance des moyens médicaux tant en hommes qu'en matériels et produits. Par conséquent, le mécontentement populaire à l'égard du régime s'accroît un peu plus chaque jour, aggravant de fait, la crise qui sévit dans tous les secteurs de la société. Toutes ces tensions se traduisent, bien entendu, par de graves conflits sociaux mais aussi par des dissensions internes au régime, mettant à jour les contradictions qu'il renferme.

La lecture de certains chiffres indique clairement l'ampleur de la crise économique et l'impuissance du régime face à celle-ci, du fait qu'il ne dispose d'aucun programme. Si l'on compare les années 1365 (du 21 mars 1986 au 20 mars 1987) et 1364 (du 21 mars 1985 au 20 mars 1986), on constate que le développement économique est en régression, le niveau de l'année 1364 n'ayant même pas été atteint en 1365 ! Lorsqu'on rapproche ce résultat de la courbe de la natalité en Iran, qui a progressé d'environ 1 million et demi d'individus dans ce laps de temps, on imagine facilement le désastre représenté par ces chiffres.

En fait, tous, les secteurs productifs du pays sont atteints par la crise. L'industrie ne fonctionne qu'à la moitié de sa capacité, du fait de la fermeture d'un grand nombre d'usines par manque de matériel, de matières premières et de personnels spécialisés. De plus, aux dires du ministre de l'industrie lourde, la totalité des bénéfices provenant de leur production est consacrée à la guerre.

Le secteur agricole n'est pas épargné non plus. Après neuf années de pouvoir, le régime n'a toujours pas adopté de réforme agraire cohérente. Des dizaines de milliers d'hectares de terre cultivable restent inemployés. Enfin, la pénurie de machines agricoles et même de carburant pour leur fonctionnement, s'ajoutant à l'envoi massif de jeunes au front freinent gravement la production.

Même les revenus provenant de la vente de pétrole se

sont effondrés. Deux raisons essentielles ont entraîné cette situation. La première, d'ordre économique international, est le résultat de la saturation du marché mondial qui a entraîné une chute du prix du baril. La seconde est liée à la guerre et, surtout, aux attaques irakiennes contre les pétroliers qui freinent les exportations de pétrole iranien. Quelques chiffres donnent la dimension des pertes de l'Iran dans ce domaine.

En 1365, la République islamique n'a exporté, en moyenne, que 1,3 million de barils de pétrole par jour alors que ses prévisions étaient de 1,7 million. Qui plus est, ces exportations n'ont rapporté que 8 milliards de dollars au lieu des 18 escomptés.

Les prévisions pour l'année 1366 sont de l'ordre de 1,5 million de barils par jour, mais compte tenu des événements récents qui se sont déroulés dans le Golfe, il sera difficile à l'Iran de dépasser le chiffre de l'an passé.

C'est dans un contexte économique aussi désastreux, que l'Assemblée a été amenée à voter un budget de 400 milliards de Toumans pour l'année à venir (1 Franc = 1 Touman environ au cours officiel).

Si l'on en croit le contenu de ce budget, les recettes de l'Etat ont été estimées à 265,5 milliards de Toumans. Il est évident que cela ne correspond aucunement à la réalité. car, parallèlement, on constate un déficit de 134,5 milliards de Toumans, représentant 34 % du budget total et plus de 50 % des recettes envisagées. Toujours selon les chiffres officiels, de 1983 à 1988, le

déficit budgétaire total aurait été de 340 milliards de Toumans. Sans doute, le déficit réel est-il bien plus important...

Pour compenser ce déficit énorme, le régime utilise plusieurs techniques. D'un côté il augmente les impôts et les exportations de pétrole, accélère l'émission de billets, et de l'autre, il impose des restrictions à la population permettant de faire des économies "de bouts de chandelles" ou vend des biens d'Etat.

Compte tenu de la philosophie de la République islamique, de la conviction de certains religieux qui croient uniquement aux contributions imposées par la religion, et de la baisse considérable du niveau de vie, une augmentation des impôts semble maintenant peu plausible car, dans la réalité, ceux prévus au budget ne sont jamais perçus en totalité.

Les droits mensuels de scolarisation et certains tributs, exigés sous divers prétextes des catégories sociales les plus défavorisées, ne sauraient constituer des remèdes miracles. Comme nous venons de le voir, ce n'est pas non plus les revenus surestimés résultant de la vente du pétrole qui épongeront le déficit ...

Lorsque l'on sait, que les économies de devises constituées avant la révolution et représentant plusieurs milliards de dollars ont été dilapidées dans les achats d'armes, que le produit des ventes des biens confisqués au Chah et à ses proches est dépensé depuis longtemps, on peut se demander jusqu'où va aller le régime des ayatollahs.

Sa seule parade actuelle, qui ne tient aucun compte des règles élémentaires d'économie, est l'utilisation effrénée de la planche à billets. En effet, de 1974 à 1986, la masse d'argent mise en circulation a été multipliée par treize, ce qui représente un accroissement annuel de 24 % . Si dans les années 1978, cet accroissement s'est accompagné d'investissements industriels et d'échanges commerciaux efficaces, il n'en est plus de même maintenant.

Le premier objectif du régime en produisant de la monnaie, est de couvrir les dépenses militaires et les dépenses quotidiennes de l'Etat, mais il est évident que ce procédé est l'un des plus inflationnistes qui soit, facteur d'augmentation du coût de la vie et d'appauvrissement de la population.

Aujourd'hui, Téhéran reconnaît lui-même cette réalité et pour y remédier, poursuit les spéculateurs. Particulièrement irréaliste, cette solution ne peut, en aucun cas, supprimer les causes de cette envolée des prix : la guerre, la crise économique et l'inflation. En réalité, si l'on veut trouver les véritables responsables, il faut les chercher dans les plus hautes sphères de l'Etat

. Il contribue d'ailleurs lui-même à l'augmentation du coût de la vie. Par exemple, il vend des devises aux entreprises du secteur privé au prix pratiqué sur le marché noir, d'où une augmentation conséquente des prix de ventes qui tiennent compte de ce coût supplémentaire.

Les dirigeants du régime estiment que l'inflation an-

nuelle se situe entre 20 et 30 %, mais en réalité, elle est beaucoup plus élevée ; certains députés avancent même les chiffres impressionnants de 45 à 50 %.

En 1985, le montant des exportations non-pétrolières représentait 3 % de la totalité des exportations du pays. L'année suivante, malgré l'augmentation des exportations non-pétrolières et une baisse substantielle des exportations de pétrole, les premières ne représentaient que 7,5 % de la totalité des exportations. Malgré la propagande de Khomeiny sur l'"auto-suffisance", les résultats prouvent que l'économie du pays repose toujours presque exclusivement, sur les ventes de pétrole, tout comme à l'époque du Chah.

Les populations sociales les plus touchées par tous ces problèmes sont les couches laborieuses du pays, que l'on prenne les petits fonctionnaires, les travailleurs de l'industrie, ou les petits paysans.

Le journal *Keyhan*, grand quotidien officiel de Téhéran, écrit dans son numéro du 17 août 1987 : "l'indice des salaires nets de près de 600 000 salariés de base 100 en 1979, est tombé à 75 en 1982 et à moins de 50 en 1987". Le même journal poursuit : "les richesses des capitalistes du secteur privé ont quintuplé. En revanche, le revenu moyen des fonctionnaires et plus généralement des personnes à revenu stable, a diminué de plus de la moitié". Le *Keyhan* ajoute, que pour la seule année 1986, 50 milliards de Toumans, représentant une somme équivalente aux bénéfices du commerce extérieur, étaient répartis entre 5 000 gros

commerçants ; ce qui correspond à un bénéfice individuel moyen de 10 millions de Toumans. Contrairement aux allégations mensongères des dirigeants iraniens, il est aisé de constater que le pouvoir appartient aux capitalistes et au clergé qui les protège. Une telle politique génère donc la monopolisation des richesses par une seule catégorie sociale.

Le fléau galopant du chômage s'intensifie. Même l'envoi de jeunes en nombre sur le front n'a pas freiné sa progression. Les effets de cette crise de l'emploi sont dramatiques pour la société. La criminalité ne cesse d'augmenter et la consommation de drogue, surtout chez les jeunes, atteint des sommets jamais constatés par le passé. Ainsi, la décadence est devenu une des caractéristiques de ce régime.

La pression économique, politique et sociale, subie par la population iranienne, l'a amenée à manifester de plus en plus clairement son dégoût pour le système et, malgré la politique répressive du gouvernement, la lutte des forces vives de la société se poursuit.

Durant ces deux dernières années, la lutte armée s'est développée au Balouchistan ; elle continue encore actuellement. D'autre part, des manifestations, des grèves, et diverses formes de contestation se sont multipliées dans de nombreuses villes ou villages, dans les usines, les entreprises ou les écoles. En manifestant sa solidarité avec ces mouvements, la population a obligé les dirigeants iraniens à prendre en compte les revendications des contestataires. Pourtant, le régime ne se laisse pas

dépasser par ces mouvements, car en général, ils ne disposent ni de programme, ni de direction responsable.

Il est évident, qu'à mesure que s'intensifie le mécontentement dans la population, celle-ci acquière une solide expérience en matière de lutte, ce qui, tôt ou tard, lui servira. Même si les objectifs de ces contestations restent limités, il est du devoir de toutes les organisations révolutionnaires iraniennes, d'encourager ces mouvements et de faire en sorte qu'ils s'intensifient.

Pour renverser le régime, la lutte armée reste la meilleur méthode ; malheureusement, les peuples d'Iran ne sont pas encore tout à fait prêt pour cela (à l'exception du Kurdistan et dans une certaine mesure, du Balouchistan). Par conséquent, il est impératif que les autres formes de lutte retiennent notre attention, quitte à les intégrer par la suite à la lutte armée. Ceci est une nécessité révolutionnaire qui favorisera le renversement du régime.

Parallèlement à cette accélération de la contestation, nous avons pu remarquer, durant ces deux dernières années, que les désaccords entre les tenants du pouvoir s'étaient aggravés. En effet, dans une telle situation de crise aiguë, engendrée principalement par la guerre et l'isolement diplomatique dans lesquels se trouve englué le pouvoir, il est naturel que les différents courants le constituant s'opposent. La République islamique n'a pas pratiqué une politique cohérente, et les dirigeants se sont montrés incapables de résoudre les problèmes du

pays. Progressivement, les différentes tendances du pouvoir ont sombré dans des désaccords de plus en plus importants, rendant plus évidents les clivages existants.

Quelques exemples significatifs démontrent ces faits:

– Mehdi Hashémi, proche collaborateur de Montazeri qui s'était constitué son propre bastion de pouvoir, fut l'instigateur des manifestations de protestation contre la venue de Mac Farlane en Iran. Cela lui coûta la vie !

– la dissolution du parti "République islamique" fut décidée par crainte qu'il ne devienne un foyer de contestation au sein de l'Etat .

Ces événements sont le résultat de l'affrontement entre les deux principales tendances du pouvoir. D'un côté, il y a Montazeri qui, jusqu'il y a peu de temps, semblait avoir la préférence de Khomeiny (il est toujours le dauphin officiel de Khomeiny) et jouit d'une grande influence sur le clergé. De l'autre, on trouve Rafsandjani, qui exerce principalement son influence sur le corps des Pasdaran, émanation politique et militaire la plus puissante du régime. Il garde, de plus, la haute main sur l'Assemblée islamique, principal organe de la République islamique selon Khomeiny. Enfin, grâce à son frère, Rafsandjani contrôle aussi la radio et la télévision. Il semble, en fait, que de tous les ayatollahs entourant Khomeiny, ce soit lui le plus proche maintenant.

Il est pratiquement certain qu'il existe une multitude d'autres tendances au sein de pouvoir, mais ce sont des groupuscules, et les ayatollahs qui les dirigent se

rangent, en secret ou officiellement, derrière l'une ou l'autre des deux tendances précédemment évoquées. Si certains d'entre eux ne manifestent pas clairement leur préférence, c'est parce qu'ils attendent la mort de Khomeiny pour connaître qui emportera le pouvoir.

La dissolution du Parti "République islamique", l'exécution de Mehdi Hashémi par ses rivaux et, surtout, les modifications testamentaires de Khomeiny (peut-être au détriment de Montazeri et au profit de Rafsandjani), donne un léger avantage à Rafsandjani, mais personne ne peut présager de l'issue finale.

La prise de position de Khomeiny en faveur de l'une ou l'autre des tendances pèsera lourd, et si Khomeiny avait choisi Montazeri comme successeur par le passé, aujourd'hui le doute s'est installé. D'un côté, Khomeiny a compris que Montazeri est incapable de gérer la République islamique et, de l'autre, il lui est difficile de lui dénier cette succession. Il est donc possible que d'autres personnes comme Rafsandjani, Khamenei, Mochkini et Ahmad Khomeiny soient désignées par Khomeiny pour constituer avec Montazeri, une équipe de juristes.

En réalité, les très profonds désaccords internes au pouvoir risquent de s'aggraver après la mort de Khomeiny, de sorte que les problèmes de succession sont loin d'être résolus.

Bien que le renversement du régime soit peu plausible immédiatement après la mort de Khomeiny, on peut penser qu'avec la disparition de l'imam, les dissen-

sions existantes au sein du pouvoir précipiteront, à coup sûr, ce renversement.

Il est certain que ce régime est condamné à disparaître à plus ou moins long terme, car les successeurs de Khomeiny, dépourvus de programme, notoirement incompetents et opposés sur les questions fondamentales, ne pourront gouverner le pays directement. Ils finiront donc par s'entre-déchirer, ce qui précipitera l'explosion des contradictions internes du régime.



LA SITUATION AU KURDISTAN

Le Kurdistan a été transformé en un immense champ de bataille où se déroulent deux guerres. La première est la guerre déclarée par le régime au peuple kurde et la seconde, la guerre Iran-Irak.

Malgré neuf ans de guerre, ayant entraîné la perte de plus de 40 000 soldats et des dépenses de plusieurs milliards de Toumans, Téhéran n'a obtenu aucun succès politique au Kurdistan. Militairement, les objectifs que s'était fixé le gouvernement n'ont pas été atteints : le mouvement kurde n'est pas brisé et continue résolument à résister.

Politiquement, le gouvernement a échoué dans son dessein de se constituer une base populaire au Kurdistan. Bien au contraire, il se trouve complètement isolé. La population kurde hait la République islamique et le régime est contraint de recourir à la force pour l'obliger à participer aux manifestations de rue, aux prières du vendredi, etc. .

Il est actuellement impossible de trouver au Kurdistan, le moindre groupement qui soit en accord avec la politique de la République islamique. Si au début de la révolution, certains individus naïfs se sont laissés influencer par les propos des dirigeants du régime, il n'en est plus de même de nos jours, chacun ayant pris conscience de la réalité.

A l'heure actuelle, le pourcentage de Kurdes, espions ou mercenaires à la solde de Téhéran, n'atteint même pas 1 % de la population du Kurdistan, ce qui constitue un succès éclatant pour le mouvement kurde.

Malgré la propagande hypocrite faite par Khomeiny à propos du Kurdistan d'Irak, la politique menée par Téhéran envers la nation kurde en général, et le peuple kurde d'Iran en particulier, reste fondée sur l'hostilité brutale. En fait, le régime n'a aucunement l'intention d'accepter la moindre des revendications légitimes du peuple kurde.



LES ACTIVITES DU PARTI.

A. LA POSITION DU PARTI FACE AUX FORCES DE L'OPPOSITION.

La position du Parti, déterminée lors du VIIème Congrès, a été maintenue durant ces deux années écoulées et reste inchangée. Après le VIIème Congrès, le plénum du Comité Central a jugé bon de prendre une nouvelle fois contact avec l'organisation des Moudjahidins du Peuple. L'objectif consistait à s'enquérir des risques d'affrontements armés entre les forces de cette organisation et les nôtres.

Nous n'ignorions pas, dès le début, qu'une collaboration avec les Moudjahidins était très difficile. C'est pourquoi, la direction du Parti adressa une lettre à cette organisation, proposant une rencontre dans le but de préciser la nature de nos relations.

Deux mois plus tard, les Moudjahidins nous ont répondu indirectement et verbalement, posant deux conditions préalables à toute discussion avec les représentants de notre Parti.

1. Le Parti Démocratique du Kurdistan d'Iran devait déclarer publiquement qu'il ne négocierait jamais avec le régime de Khomeiny.

2. Le Parti Démocratique du Kurdistan d'Iran devait,

officiellement et clairement, condamner la position adoptée par l'Union Patriotique du Kurdistan (U.P.K.) à l'égard des Moudjahidins du Peuple.

De telles conditions préalables, bien entendu inacceptables, signifiaient clairement que les Moudjahidins refusaient l'idée d'une rencontre.

Depuis, à travers leurs appareils de propagande, les Moudjahidins ont attaqué le P.D.K.I. à plusieurs reprises. Néanmoins, nous avons la conviction qu'il est inutile et superflu de leur répondre.

La position du Parti envers le Komala reste inchangée. Nous sommes heureux de constater que cette position a été unanimement approuvée et entérinée par toutes les instances du Parti. Tant que le Komala n'acceptera pas de prendre en compte les revendications du Kurdistan et qu'une paix durable ne sera pas établie entre cette organisation et notre Parti, notre position ne variera pas.

Actuellement, cette organisation est confrontée à deux problèmes fondamentaux.

Le premier est la chute de son influence. En effet, il a perdu, d'une part une bonne partie de ses combattants et, d'autre part l'essentiel de sa base populaire. Et ce processus se poursuit.

Le second problème auquel est confronté ce prétendu parti communiste réside dans ses antagonismes idéologiques internes et son irréalisme politique qui apparaissent plus évidents que jamais. Nous sommes

persuadés que le maintien des orientations de notre Parti vis à vis du Komala ne peut qu'aggraver ses problèmes et finira par l'amener à l'acceptation des réalités du Kurdistan.

D'autres personnalités et organisations iraniennes, qu'elles soient de gauche, démocrates ou républicaines ont tenté des ouvertures vers notre Parti. Il a collaboré avec elles et les a souvent aidées.

Enfin, il existe en Iran un certain nombre d'organisations politiques qui vivent dans l'illusion la plus totale, en n'ayant aucune influence sur la politique iranienne. Les activités de celles-ci se résument à des attaques contre notre Parti, tant verbales qu'écrites. Nous ne prêtons évidemment aucune attention à ce genre d'organisation, et leur répondre serait une perte de temps.

Quant au parti Toudeh et à l'organisation des Fedayins du Peuple (majoritaires), la position de notre Parti reste celle adoptée lors du VIème Congrès. C'est pourquoi nous n'avons pas collaboré avec eux.

Le Comité Central de l'organisation des Fedayins du Peuple a pourtant tenté, à plusieurs reprises, le rapprochement avec notre Parti en adressant des courriers à notre direction, mais tant que cette organisation n'aura pas satisfait aux justes conditions posées par notre Parti et exposées dans le journal *Le Kurdistan*,

aucune négociation ou éventuelle collaboration ne sera possible entre nous.

En revanche, le courant des Fedayins du Peuple qui a fait scission avec la fraction majoritaire, a accepté nos conditions et, outre son auto-critique concernant le régime de Khomeiny, a reconnu ses erreurs commises envers notre Parti. Par conséquent, nous collaborons maintenant avec cette organisation.

Nous devons encore une fois rappeler, que la nature même du régime de Khomeiny est incompatible avec nos revendications essentielles, démocratie pour l'Iran et autonomie pour le Kurdistan. C'est pourquoi le Congrès insiste sur le maintien de l'objectif prioritaire du Parti : le renversement de ce régime et l'instauration d'un régime démocratique. Pour ce faire, la direction du Parti poursuit ses efforts pour constituer un vaste front démocratique, incluant toutes les forces, organisations et personnalités patriotes de tout l'Iran. Depuis deux ans, ces efforts ont permis des progrès substantiels, mais comme cela a pu être souligné lors du VIIème Congrès, la constitution de ce front nécessite un investissement important en temps et en travail.

Nous espérons que tous ceux qui aspirent à l'instauration de la démocratie en Iran et à l'indépendance de ce pays, comprendront progressivement que la constitution de ce vaste front démocratique, doté d'un programme précis répondant aux aspirations

des peuples d'Iran, est une nécessité historique.

Les instances du Parti ont généralement approuvé le travail effectué en ce sens. C'est pourquoi, la nouvelle direction du Parti doit continuer dans cette voie.

B. POLITIQUE INTERNATIONALE DU PARTI.

Durant les deux années écoulées, le Parti a maintenu ses orientations quant à l'extension de sa collaboration avec toutes les forces progressistes, anti-impérialistes dans le monde, et notamment avec les mouvements de libération nationale des peuples opprimés. De même, tout fut mis en oeuvre pour consolider les relations amicales nouées avec les pays socialistes et étendre notre collaboration mutuelle. Malheureusement, ceux-ci n'ont pas manifesté l'empressement que nous avons espéré.

Dans certaines instances du Parti, il a d'ailleurs été reproché aux pays socialistes, et principalement à l'U.R.S.S., les relations qu'ils entretiennent avec la République islamique.

Il ne faut pas oublier que l'U.R.S.S. est voisine de l'Iran et par conséquent, il est logique qu'elle entretienne des relations politiques et économiques avec ce pays, quel que soit le gouvernement en place.

Ces relations, normales entre deux gouvernements, n'ont rien de critiquable. Néanmoins, on peut reprocher à ce pays et aux autres pays socialistes, qu'ils fassent peu d'efforts pour faire connaître la lutte des Kurdes et qu'ils ne nous soutiennent pas. Même leurs médias ne parlent pas de la lutte du peuple kurde.

Nous trouvons cette attitude injuste, mais il est bon de rappeler que, d'un côté la politique de l'Union Soviétique est entrée dans une phase de changement et de l'autre, la situation dans la région est en pleine évolution. Notre combat est une longue lutte et nous avons la conviction que nos relations avec les pays socialistes iront en s'améliorant.

N'oublions pas non plus que dans certaines circonstances, l'aide n'est pas aisée, même si l'on reste bons amis, alors qu'il arrive que des ennemis apportent leur soutien, tout en restant néanmoins des ennemis.

Il est à noter par ailleurs, que nos représentants ont participé à de nombreux congrès de partis communistes, socialistes ou démocrates dans le monde. Pour la première fois, un représentant du P.D.K.I. (seule organisation kurde représentée) a participé au Congrès de l'Internationale Socialiste qui s'est tenue à Lima (Pérou).

Nous sommes fiers de pouvoir dire, qu'au plan international et parmi les partis iraniens et kurdes, le P.D.K.I. est considéré comme une force démocratique et révolutionnaire qui mène une politique responsable.

Des dizaines de messages qui nous sont adressés de

l'étranger, démontrent par leur contenu, que le P.D.K.I. est connu et respecté.

Cependant, la véritable vocation du Parti, en tant que mouvement de grande envergure, populaire, démocratique et révolutionnaire, est la résistance du peuple kurde. Cette finalité reste insuffisamment connue de l'opinion publique internationale, et dans ce domaine, un travail important reste à faire.

Enfin, malgré la situation troublée au Moyen-Orient, la poursuite de la guerre Iran-Irak, l'encerclement géographique et politique du Kurdistan et les innombrables difficultés que cela peut entraîner, notre Parti peut être fier d'avoir préservé son indépendance, car les événements survenus ces deux dernières années en Iran et en Irak, ont démontré combien cela pouvait être difficile. Il est donc primordial que cette indépendance reste un impératif dans les préoccupations futures du Parti.

C.RELATIONS AVEC LES ORGANISATIONS KURDES.

La position du Parti envers les autres organisations kurdes reste amicale. Comme par le passé, nous soutenons le mouvement national démocratique de la nation kurde dans tout le Kurdistan, et nous sommes toujours disposés à aider les forces démocratiques et révolutionnaires kurdes.

Au cours des deux années passées, il est intéressant de noter qu'il n'y a eu aucun affrontement militaire entre les combattants de notre Parti et ceux du Parti Démocratique du Kurdistan d'Irak (direction provisoire). Nous nous en réjouissons et pensons qu'il est temps que les dirigeants de ce parti, reconnaissent les erreurs commises à l'égard du peuple du Kurdistan d'Irak et regrettent en le déclarant, leur attitude belliciste envers nos Peshmergas.

Le P.D.K.I., tout en soutenant la lutte du peuple kurde de Turquie, condamne la politique de terreur exercée en Europe par le P.K.K. contre les militants des organisations progressistes kurdes, comme le Parti Socialiste du Kurdistan de Turquie, ainsi que les massacres de femmes et d'enfants dans les villages kurdes de Turquie.

Si le terrorisme peut assurer un certain succès médiatique à court terme, il est néfaste pour le mouvement de libération de la nation kurde à long terme, car ce mouvement est démocratique et humain.

Chers camarades,

Notre Parti possède un programme clair et démocratique, c'est pourquoi la grande majorité du peuple kurde adhère à ses idées. On ne peut qu'être fier du triomphe de sa juste ligne démocratique et du fait que notre parti soit reconnu comme démocrate, révolutionnaire et expérimenté. Le devoir primordial de toutes les instances du Parti consiste à resserrer les rangs à tous

les niveaux, et à renforcer la discipline. Tous les membres doivent se sentir d'avantage responsables devant le Parti et le peuple. Le Parti doit être prêt à faire face à toute éventualité ou changement. Il doit posséder une organisation révolutionnaire pour mieux accomplir sa tâche et atteindre ses objectifs : démocratie pour l'Iran, autonomie pour le Kurdistan.

Vive le VIIIème Congrès du P.D.K.I..

Vive la lutte héroïque du peuple kurde pour son autonomie.

Vive la lutte unie des peuples d'Iran pour le renversement du régime et l'instauration d'un régime démocratique.

Vive les cadres, les militants et les Peshmergas infatigables.

Vive le P.D.K.I., chef de file de la résistance du peuple kurde.



RESOLUTIONS ADOPTEES PAR LE VIIIème CONGRES
DU P.D.K.I.

Le VIIIème Congrès du P.D.K.I., qui s'est tenu du 18 au 22 janvier 1988, outre le rapport du Comité Central, a adopté à l'unanimité les motions suivantes :

Décisions d'ordre général :

A. Problèmes internationaux:

1. Le Congrès condamne l'entêtement de la République islamique à poursuivre la guerre dévastatrice contre l'Irak. Le Parti demande l'application des dispositions de la résolution 598 du Conseil de Sécurité des Nations Unies, et le rétablissement de la paix et de l'amitié entre les deux pays.

2. Les revendications des Palestiniens pour leur droit de disposer d'eux-mêmes, et celui de constituer un Etat indépendant sur le sol de leur patrie, sont légitimes et démocratiques. C'est pourquoi, nous approuvons et soutenons le soulèvement de la population palestinienne dans les territoires occupés. Le P.D.K.I. reconnaît l'O.L.P. comme unique représentant des justes revendications de ce peuple.

3. Le peuple Afghan a le droit de décider librement de son destin. Pour y parvenir, il est indispensable que, d'une part l'armée soviétique évacue le pays et, d'autre part que les Etats capitalistes occidentaux, notamment

les U.S.A., et les Etats réactionnaires de la région, s'abstiennent d'aider et de soutenir les groupes armés, opposés au gouvernement de Kaboul.

4. Nous approuvons le processus de résolution pacifique des problèmes en Amérique latine, et condamnons les ingérences des U.S.A. dans les affaires intérieures du Nicaragua et autres pays de la région.

5. L'élimination de tous les armements nucléaires et chimiques est une nécessité vitale pour l'humanité. Dans ce domaine, nous approuvons globalement le processus de désarmement qui s'est mis en place et toute action en ce sens.

6. Nous approuvons l'amorce d'une démocratisation de certains pays du Tiers monde, et considérons ce phénomène comme l'un des plus importants des dernières décennies du XXème siècle.

7. Le processus de démocratisation qui a vu le jour en U.R.S.S. et dans d'autres pays socialistes aura, sans doute, des effets positifs sur l'épanouissement et l'extension du socialisme, sans parler de son influence sur le cours de la politique internationale.

Le P.D.K.I., qui avait souligné lors de son VIème Congrès, que "socialisme" et "démocratie" étaient inséparables et que le socialisme permettait la progression de la démocratie, approuve totalement le socialisme démocratique comme synthèse des deux idéaux politiques.

B. Relations internationales du Parti:

1. Conformément à la ligne politique adoptée par le Parti quant au maintien de ses positions et de son droit de critique, le Congrès recommande que des efforts constants soient déployés pour développer ou consolider les relations du Parti, avec les autres partis ou organisations progressistes dans le monde en général, et avec les pays socialistes en particulier.

2. En ce qui concerne les organisations kurdes, le Congrès réaffirme son soutien et son aide aux forces révolutionnaires du mouvement national démocratique de la nation kurde. C'est dans cette optique, que le Congrès recommande à la direction du Parti de faire en sorte que tous les efforts soient déployés, pour favoriser ce soutien tout en respectant le principe de non-ingérence dans leurs affaires intérieures.

C. Le régime de Khomeiny et les méthodes de combat contre celui-ci:

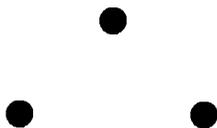
1. Si l'on considère la nature du régime iranien actuel, il va de soi que les revendications essentielles du peuple kurde, la démocratie pour l'Iran et l'autonomie pour le Kurdistan, restent irréalisables dans l'immédiat. C'est pourquoi, le Congrès insiste sur la poursuite de l'objectif

premier du Parti ; le renversement de ce régime et l'instauration d'un régime démocratique.

2. Pour renverser le régime des ayatollahs, la résistance armée s'impose toujours comme le moyen essentiel pour y parvenir. Cependant, il faut néanmoins tenir compte des autres méthodes de lutte et les harmoniser à la lutte armée. C'est de cette façon que l'on créera les conditions propices au renversement du régime.

D. Constitution d'un front démocratique:

La constitution de ce front est une nécessité historique et de ce fait, le Congrès recommande à la nouvelle direction de continuer dans la voie suivie jusqu'ici par le Parti.



P.D.K.I. C/O A.F.K. BP 102
75623 PARIS CEDEX 13 FRANCE
TEL : (1)45.89.04.30